

La gestion de la crise par la peur, pourquoi ?

Cet article fait suite à l'article intitulé : [« Covid : informer ou faire peur »](#)

A bien des égards, la gestion de la crise sanitaire est incompréhensible et échappe au bon sens si on fait crédit aux gouvernants et à leurs conseillers de la compétence et du souci du bien commun requis pour ces fonctions.

Il existe classiquement deux manières d'expliquer le comportement des personnes: celle qui s'appuie sur ce que les gens sont (leurs qualités et leurs défauts, leurs compétences...) et celle qui s'appuie sur ce qu'ils cherchent, de façon ouverte ou dissimulée.

Nous passons en revue ici quelques explications en examinant leur plausibilité. Nous n'avons évidemment pas les informations qui permettraient [d'aller plus loin](#). Chacun jugera...

1. Ils sont...

a)...Incompétents ?

Certaines anomalies peuvent s'expliquer par l'incompétence du gouvernement ou le manque d'efficacité de l'appareil bureaucratique de l'État.

Avant la crise : impréparation

L'impréparation est mise en lumière par la [commission d'enquête du Sénat](#). Le plan pandémie grippale n'a plus été actualisé depuis 2011 et plus aucun exercice spécifique pour tester le plan n'a été réalisé depuis 2013. Le stock de masques était inadapté à la politique menée et la pénurie a été dissimulée. Pourtant, le risque d'une nouvelle pandémie était régulièrement évoqué en 2013 et 2017. La production d'équipement et de matériel d'importance vitale a été délocalisée, la crise hospitalière chronique laissée sans véritables solutions, d'où les grèves dans les urgences, les démissions des chefs de services de leur fonction administrative

Les conseillers scientifiques

L'incompétence d'un gouvernement peut aussi intervenir dans la façon dont il sélectionne ses conseillers scientifiques.

Cette sélection s'est faite [sans respecter les règles](#). Ces conseillers sont très loin d'avoir été exemplaires. En particulier, ils n'ont pas été capables de repérer que l'article à charge contre l'hydroxychloroquine, qui a justifié la décision d'interdire l'usage de ce produit contre le covid, n'avait pas de valeur scientifique. Ceci était pourtant tellement patent que même Le Lancet, le journal qui l'avait publié, [l'a retiré](#) au bout d'une semaine.

b)...Elitistes et centralisateurs ?

Certaines dispositions sont la marque d'un esprit centralisateur. C'est ainsi qu'une loi d'urgence a donné les pleins pouvoirs au gouvernement durant toute la durée de la crise sans

que les contre-pouvoirs habituels puissent jouer. L'interdiction faite aux médecins de traiter les patients en phase précoce met de côté un des principes fondamentaux de notre médecine, la liberté de prescription des médecins. Ceci peut s'expliquer par un esprit élitiste, la conviction que les énarques qui nous gouvernent savent mieux que le peuple ce qui est bon pour lui, et que quelques experts réunis à Paris savent mieux que les médecins de terrain ce que ces derniers doivent faire.

On retrouve cependant là une incompetence, mêlée à un état d'esprit. [Les recherches sur les modes d'organisation](#) ont mis en évidence, déjà depuis plusieurs décennies, que le fonctionnement vertical, fondé sur des ordres émis par le sommet vers la base, n'est pas efficace dans des situations complexes, imprévisibles et inédites. Dans ces cas-là, une marge d'initiative doit nécessairement être laissée à ceux qui sont en première ligne car ce sont eux qui apprennent le plus de la situation, bien plus que les états majors éloignés du terrain. Les [armées](#), notamment, [l'ont compris](#).

c)... Aux ordres ? (médias)

Il est frappant de voir les grands médias soutenir sans aucun esprit critique la politique et le messages du gouvernement. Incompétence de journalistes ayant oublié les bases de leur métier ? Cela ne peut tout expliquer car certains au moins parmi ces mêmes journalistes font preuve d'un esprit critique aiguisé lorsqu'il s'agit de passer au crible les personnes et les personnalités qui apportent d'autres sons de cloche. C'est le cas notamment des trois grands traqueurs de « fake news », AFP, Le Monde et Libération. Il importe de garder en mémoire leurs liens avec la sphère gouvernementale. L'AFP est dirigée par un Conseil d'Administration dont la majorité des sièges est occupée par de représentants de l'État et des grands médias.

Patrick Drahi, principal actionnaire de SFR, contrôle Libération, L'Express, BFM TV. Xavier Niel, patron de Free, contrôle avec un autre associé, Le Monde, Télérama, Huffington Post, L'Obs.

Les liens personnels de E. Macron avec [Xavier Niel](#) et [Patrick Drahi](#) sont notoires

Il y a enfin les [aides importantes à la presse écrite](#), qui ont été renforcées en période de covid.

2. Ils cherchent ...

Lorsque l'action de quelqu'un paraît surprenante, sans cohérence suffisante avec les buts affichés, il est utile d'observer les conséquences de cette action pour comprendre les buts réellement poursuivis. Certes, cela ne garantit pas de trouver ces derniers avec certitude mais cela génère des hypothèses à considérer.

a).... à se protéger des conséquences de leurs erreurs ?

Par incompetence, manque de sang-froid, peur devant l'ampleur d'un problème que leur mode habituel de gestion ne sait pas traiter (voir plus haut), le gouvernement entretient la

peur dans la population pour éviter qu'elle ne se rende compte de ses faiblesses et vienne lui [demander des comptes.](#)

b)... à augmenter leur audience (médias) ?

[Les medias alimentent la psychose](#) et la peur fait vendre des journaux ou augmente l'audience.

c)... à dissimuler d'autres problèmes ?

La politique du gouvernement permet de contenir les mouvements protestataires, entre autres au seuil d'une discussion délicate sur les retraites. Ce d'autant qu'il existe une [défiance des politiques envers ceux qu'ils dirigent](#). Elle permet également de dissimuler l'état très préoccupant des finances publiques. Les coûts occasionnés par la gestion de la crise covid, faisant alors oublier, en cas de crise grave à venir, que celle-ci était prévisible bien avant la Covid. La crise de 2008 n'a pas entraîné de régulation financière et [une nouvelle crise était annoncée](#) en 2019. La crise de la Covid 19 permet de mettre la responsabilité de la crise économique et financière sur la Covid et non sur notre modèle économique.

d)... à imposer un régime qui s'éloigne clairement de la démocratie ?

On assiste à une politique pouvant permettre l'instauration durable d'un régime beaucoup plus autoritaire. La peur d'un grand danger est l'instrument idéal à cet effet. Le Secrétaire Général de [l'ONU](#) a récemment tiré la sonnette d'alarme sur la tendance présente à utiliser la Covid à cette fin (sans citer nommément les pays concernés). Ceci peut se combiner avec un état d'esprit élitiste (voir plus haut). Depuis quelques mois, nous avons emprunté à la Chine plusieurs éléments en matière de surveillance des personnes qu'il aurait été impensable d'adopter auparavant. Or, l'on sait que les mesures prises durant un « état d'urgence » restent souvent en vigueur ensuite.

e).... à faire le jeu d'intérêts privés ?

L'endettement de l'État, la situation critique des finances publiques met ce dernier en situation de dépendance et de vulnérabilité face à la finance internationale et aux intérêts privés.

Les intérêts de la finance mondiale

Le prétexte de la dette et des déficits publics peut être utilisé pour accélérer le programme des privatisations, afin de faire le jeu des marchés financiers. Plus largement, dans le monde d'après cette crise, les états seront souvent plus faibles, la voie sera encore plus dégagée pour une hégémonie de multinationales industrielles et financières, une politique néo-libérale généralisée où ces états auront de moins en moins leur mot à dire.

L'emprise de l'industrie pharmaceutique et son intérêt pour une vaccination généralisée

Il n'y a aucun intérêt pour l'industrie pharmaceutique à recycler des anciennes molécules en vue du traitement de la Covid pour des raisons de rentabilité financière. Il faut pour cela au

contraire de nouvelles molécules, vendues très chères, ou des vaccins distribuées à des millions de doses

Dans cette perspective, il est donc logique de promouvoir la vaccination comme seule issue et de décourager toute tentative de traitement par des médicaments peu rentables qui détruiraient le marché des vaccinations. L'OMS et son grand financeur, la Fondation Bill Gates, mettent en place un [programme de vaccination mondiale](#). La vaccination Covid n'est pas un coup isolé de l'année 2021. L'introduction des technologies de manipulations génétiques permettra de rendre petit à petit la population dépendante des « vaccins » pour chaque mutant ou nouveau virus qui se montrera dangereux. C'est donc une promesse de [manne durable](#), ce qui est déterminant pour la valeur en bourse de ces entreprises.

.....à faciliter l'acceptation du transhumanisme ?

Le transhumanisme est un mouvement qui mérite attention car il est très en vogue parmi les leaders de l'industrie du numérique, dont on connaît le pouvoir d'influence et la capacité d'investissement. On peut citer notamment Ray Kurzweil, directeur de l'ingénierie chez Google, Peter Thiel (ex-Paypal, investisseur de plusieurs entreprises de la Big Tech dont Facebook), Elon Musk (ex-Paypal, Tesla, Space X). Le site "transhumanistes.com" en donne une présentation utile. Le transhumanisme vise à repousser les limites biologiques de l'être humain, voire de les abolir, pour créer « l'homme augmenté », plus fort, plus intelligent, résistant aux maladies, voire immortel. Les principaux moyens pour y parvenir sont l'intelligence artificielle, l'implantation de puces et les connexions cerveau-ordinateurs, les manipulations biologiques et génétiques.

La banalisation possible de manipulations génétiques sur l'être humain, possible conséquence d'une vaccination à grande échelle à base d'ARN messenger, est donc un point important. Elle permet, sans large débat démocratique, de rendre discrètement acceptable un des piliers de ce mouvement.

Il est possible qu'il y ait une part de vérité dans plusieurs de ces hypothèses, permettant de rendre compréhensibles des choix stratégiques qui, autrement, défient le bon sens. Il est aussi possible que d'autres hypothèses encore soient plausibles.

Quelle que soit la réalité, la politique menée et son recours à la peur ne peuvent avoir que des effets délétères. On pourrait conseiller au gouvernement :

- un code de déontologie semblable au code de déontologie médicale qui stipule que l'information doit être loyale, claire, appropriée, sans [dissimulation ni mensonges](#), et ne doit pas être donnée de façon brutale
- un débat et la consultation des citoyens qu'il est censé représenter